

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 21/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SASU EOLIENNES ARQUES 3

2 Boulevard de la Loire
44200 Nantes

Code AIOT : 0006809885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement SASU EOLIENNES ARQUES 3 implanté Le Mazet 12290 Arques. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SASU EOLIENNES ARQUES 3
- Le Mazet 12290 Arques
- Code AIOT : 0006809885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TOTAL ENERGIES exploite 11 éoliennes sur la commune d'Arques réparties sur 3 installations :

- Arques 1 (4 éoliennes : E1, E2, E3 et E4) ;
- Arques 2 (4 éoliennes : E5, E6, E7 et E8) ;
- Arques 3 (3 éoliennes : E9, E10 et E11).

Tous les aérogénérateurs sont de la marque ENERCON E70 d'une hauteur de mât de 85 m (sauf E4 qui a une hauteur de 64 m) pour une puissance unitaire de 2 MW. Le parc éolien d'Arques 3 est une installation classée soumise au régime de l'autorisation au bénéfice de l'antériorité pour la rubrique n°2980 de la nomenclature. Il a été mis en service en décembre 2018. Des mesures de protection des chiroptères et des oiseaux ont été mises en place sur ce parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des déchets - Respect de la mise en demeure du 26 juillet 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation - Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Sans objet
2	Exploitation - Déchets	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a mis en oeuvre les actions correctives permettant de respecter les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 26 juillet 2022. Un arrêté de levée de cette mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation - Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'inspection constate que les déchets issus du parc Arques 3 (3 éoliennes) sont stockés dans un container spécifique de type "Eolbox Mini" fourni par la société ORTEC Industrie. Cette Eolbox, de CMU (charge maximale d'utilisation) de 300 kg, est installée à proximité de l'éolienne E9 (ARQU-09). Il s'agit d'un container fermé à clé, équipé de dispositifs de rétention parfaitement étanches et conçus pour trier et stocker temporairement tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, matériaux souillés, etc.). Les déchets sont ensuite enlevés par la société ORTEC Industrie puis transférés vers un site autorisé à les prendre en charge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation - Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets (BSD)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas (...).
Constats : Au jour de l'inspection, aucun bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) n'est encore disponible dans la plateforme numérique Trackdéchets pour ce parc. L'exploitant transmettra à l'inspection, dès son émission, le prochain BSDD pour vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1
Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1 - Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. - Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. - Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : L'inspection constate une végétation importante tout autour du mât de l'éolienne E9 (ARQU-9) et demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour mieux entretenir les abords de l'éolienne afin de limiter au maximum la présence d'insectes. Des photos des abords de E9 seront transmises à l'inspection pour s'en assurer dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours